



**ACQUISITION DE FOURNITURES ET MATERIELS
POUR LES TRAVAUX PRATIQUES
DU CYCLE PREPARATOIRE EN INGENIERIE ET SANTE**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Table des matières

Article 1 – Identification du pouvoir adjudicateur	3
Article 2 – Objet du marché.....	3
Article 3 – Décomposition en lots	3
Article 4 – Pièce constitutives du marché	3
Article 5 – Durée du marché et délais d'exécution.....	4
Article 6 – Prestation supplémentaires Eventuelles (options)	4
Article 7 – Conditions d'exécution	4
Article 8 – Conditions de livraison	5
8.1 – Transport.....	5
8.2 – Emballage	5
8.3 – Lieu de livraison	5
8.4 – Documentation à la livraison.....	6
Article 9 – constatation de l'exécution des prestations	6
Article 10 – Garantie technique	6
Article 11 – Prestations similaires	6
Article 12 – Modalités de détermination des prix, règlement des comptes	6
12.1 – Caractéristiques des prix	6
12.2 – Variation des prix.....	7
12.3 – Avances.....	7
12.4 – Garanties financières	7
12.5 – Règlement	7
Article 13 – Pénalités de retard	7
Article 14 – Résiliation du marché.....	7
Article 15 – Dérogations au CCAG - FCS	8

Article 1 – Identification du pouvoir adjudicateur

École Nationale Supérieure des Mines de Saint-Étienne ; sise 158 cours Fauriel, CS 62362, 42023 Saint-Étienne cedex 2 ; représentée par son Directeur M. Jacques FAYOLLE ; École de l'Institut Mines-Télécom, Établissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (E.P.C.S.P.) dont le siège est situé 19 place Marguerite Perey, 91120 Palaiseau.

Article 2 – Objet du marché

Cet investissement a pour objectif la mise en place de Travaux Pratiques en Physique et en Chimie pour le cycle Préparatoire et Diplômant en Ingénierie de la Santé, qui est un cycle universitaire de licence. En Physique et la Chimie, les Travaux Pratiques couvrent les contenus scientifiques exigés pour des étudiants de classe préparatoire qui prétendent à intégrer des écoles d'ingénieur (typiquement PCSI). Par conséquent, l'équipement comprend du matériel d'optique, d'électricité, de mécanique, de chimie, de conductimétrie, etc. tant du point de vue de l'instrumentation (alimentations de laboratoires, multimètres, générateurs de signaux et oscilloscopes, capteurs, caméra rapide, voltmètres...) et du matériel de laboratoire (résistances, capacités, lentilles, bancs d'optiques, systèmes mécaniques, verrerie, ...).

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux articles R. 2123-4 et R2124-1 du code de la commande publique.

Article 3 – Décomposition en lots

La consultation est décomposée en 8 lots :

- Lot 1 : Optique
- Lot 2 : Electricité
- Lot 3 : Capteurs
- Lot 4 : Mécanique
- Lot 5 : Verrerie
- Lot 6 : PH Métrie & conductimétrie
- Lot 7 : Spectroscopie
- Lot 8 : Matériel de pesée

Chaque lot donnera lieu à la signature d'un marché distinct.

Les caractéristiques des fournitures de chaque lot sont décrites sur le bordereau de prix correspondant. Elles concernent les fournitures servant au primo équipement pour ces travaux pratiques. Pour faciliter la comparaison des offres, les candidats devront indiquer le prix unitaire par rapport à l'unité de mesures de base (1 kg, 1mètre, 1 m³, 1 unité de vente) sauf lorsqu'une quantité spécifique d'un produit est indiquée sur le bordereau de prix.

Article 4 – Pièce constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

- L'Acte d'engagement (ATTRII)
- Le bordereau de prix (BPU)
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Le cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, entré en vigueur le 1er avril 2021.
- L'offre technique du candidat

Dans le silence du CCAP, le CCAG-FCS s'applique autant que de besoin.

Les pièces constitutives du marché, prévalent en cas de contradiction ou de différences dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-avant.

Article 5 – Durée du marché et délais d'exécution

Le marché prend effet à sa date de notification. Il prendra fin après la validation du PV de réception de l'ensemble des fournitures (formulaire EXE 3). La durée estimative du marché est de 3 mois.

Le délai ferme de livraison est à préciser par le titulaire dans son offre (cf. colonne prévue à cet effet dans le bordereau de prix). Ce délai sera contractuel et devra être respecté par le titulaire, à défaut, il encourt l'application de pénalités de retard.

NB : Le titulaire scindera la livraison en plusieurs envois si les articles disposent de délais de livraison différents. Il est souhaité une livraison rapide après notification du marché afin de recevoir l'ensemble des articles au plus tard pour la fin du mois de juillet 2025.

Article 6 – Prestation supplémentaires Eventuelles (options)

Il est prévu des prestations supplémentaires éventuelles sous formes d'articles ou de quantités optionnelles. Le détail est indiqué dans le bordereau de prix.

Le chiffrage des options est facultatif.

Mines Saint-Etienne se réserve le droit de retenir ou non les options au moment de l'attribution du marché.

Article 7 – Conditions d'exécution

Un lien internet permettant d'accéder au catalogue en ligne du fournisseur et intégrant l'ensemble des références figurant au bordereau de prix unitaires de chaque lot devra être indiqué le bordereau de prix dans la colonne prévue à cet effet.

Les produits livrés devant être en tout point conformes aux caractéristiques proposées dans l'offre ; tout changement de caractéristiques techniques des produits devra être préalablement soumis à l'avis du pouvoir adjudicateur.

En cas d'évolution, du fait du titulaire du marché, de la qualité des produits, le pouvoir adjudicateur pourra bénéficier de cette nouvelle qualité aux conditions tarifaires du produit mentionné au bordereau de prix.

Durant l'exécution du marché (incluant la période de garantie des matériels) le titulaire assurera également un rôle de suivi et de conseil dans l'utilisation des matériels par :

- la mise à disposition de supports d'informations auprès du personnel utilisateur
- des interventions, si nécessaire, régulières, auprès du responsable de l'atelier du Centre de recherche.

Les titulaires des lots garantissent la conformité de leurs produits aux normes techniques et environnementales applicables au sein de l'Union Européenne. Ils devront produire à toute demande les certificats CE et ISO exigibles

Article 8 – Conditions de livraison

8.1 - Transport

Conformément à l'article 20.3 du CCAG FCS, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Toute livraison égarée pour quelque motif que ce soit sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra être facturée au pouvoir adjudicateur. Elle devra être remplacée immédiatement afin de respecter les exigences posées au présent marché.

Les fournitures doivent être transportées, emballées et livrées au lieu défini dans le bon de commande correspondant.

8.2 – Emballage

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du titulaire.

8.3 – Lieu de livraison

Les matériels et fournitures sont livrés à l'adresse suivante :

Centre Ingénierie Santé
Campus Santé Innovation
10 rue de la Marandière
42023 SAINT PRIEST EN JAREZ

Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison, établi en trois (2) exemplaires, comportant :

- La raison sociale de la société,
- La nature des marchandises,
- La date de livraison,
- La référence au bon de commande et au marché (avec n° du lot) avec obligatoirement la codification du produit ou les références exactes du catalogue,
- La dénomination exacte de la fourniture livrée, les quantités livrées,

- Les prix unitaires suivant les prix mentionnés dans le bordereau des prix unitaires ou dans le catalogue du titulaire,
- Le lieu de livraison.

8.4 - Documentation à la livraison

Documentation technique: Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation rédigée en langue française. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

Article 9 – constatation de l'exécution des prestations

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées par un représentant de l'EMSE dans un délai de 3 semaines après la livraison par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS.

A l'issue des opérations de vérifications le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du C.C.A.G.-F.C.S. Pour ce faire, il sera établi un certificat d'admission (EXE 3). Celui-ci attestera du fait que l'utilisateur valide ou non la bonne conformité et complétude des fournitures livrées.

Article 10 – Garantie technique

Conformément aux prescriptions de l'article 33 du CCAG/FCS, les articles seront garantis pour une durée minimale d'un an à compter de leur livraison. Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer les fournitures qui seraient reconnues défectueuses, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.

Le fournisseur a la possibilité de proposer un délai de garantie supérieur, il devra l'indiquer dans son offre.

Article 11 – Prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des livraisons complémentaires en cas de renouvellement ou d'extensions, conformément aux dispositions de l'article R2122-4 du Code de la commande publique.

Article 12 – Modalités de détermination des prix, règlement des comptes

12.1 - Caractéristiques des prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application de prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement (ATTRII) et du BPU. Les prix du marché sont exprimés en euros H.T.

Ces prix s'entendent pour une livraison franco de port et d'emballage.

Le montant de la TVA et des diverses éventuelles autres taxes devront apparaître clairement sur la proposition de prix.

12.2 - Variation des prix

Les prix sont fermes.

12.3 - Avances

Les conditions de versement de l'avance sont prévues à l'article R2191-3 du Code de la Commande Publique. **L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.**

Si les conditions ci-dessus sont remplies, le titulaire peut bénéficier d'une avance de 30%.

L'avance est calculée sur la base du montant TTC du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le délai maximal de versement de l'avance est de 30 jours calendaire à compter de la notification du marché.

Le titulaire indique dans l'Acte d'Engagement (ATTRI 1) s'il souhaite renoncer au bénéfice de l'avance. En application de l'article 11.1 du CCAG-FCS, il est précisé que c'est l'option A qui est retenue concernant les modalités de versement des avances.

12.4 - Garanties financières

Il n'est pas exigé de garantie à première demande pour le versement de l'avance.

12.5 - Règlement

Le règlement s'effectuera par mandat administratif à 30 jours après admission de l'équipement et conformément à la réglementation en vigueur.

Les factures seront adressées au service financier de l'Ecole des Mines via Chorus Pro.

Les factures afférentes au paiement porteront outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire du marché
- Ses coordonnées bancaires
- Le numéro et l'intitulé du marché
- La nature des fournitures livrées ou des prestations exécutées et la ou les date(s) d'intervention
- Le montant HT et TTC de la prestation
- Le taux et le montant de la TVA appliquée
- La date de facturation

Article 13 – Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire d'un montant de 5% de la valeur du ou des articles concernés par semaine de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000€ pour l'ensemble du marché.

En application de l'article 14.1.2. du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché.

Article 14 – Résiliation du marché

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS s'appliquent sans aucune autre disposition particulière.

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal administratif de Lyon sera compétent.

Article 15 – Dérogations au CCAG - FCS

L'article 9 déroge à l'article 28.2 du CCAG-FCS.

L'article 13 déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.